



**COUNCIL OF
THE EUROPEAN UNION**

**Brussels, 16 June 2014
(OR. en, fr)**

**10766/14
ADD 2**

**CLIMA 67
ENV 572
ENER 275
IND 181
COMPET 374
MI 489
ECOFIN 619
TRANS 311
AGRI 430**

NOTE

From: General Secretariat of the Council
To: Council

No. prev. doc.: 10180/14 CLIMA 51 ENV 474 ENER 194 IND 170 COMPET 299 MI 456
ECOFIN 508 TRANS 283 AGRI 382

No. Cion doc.: 5644/14 CLIMA 6 ENV 60 ENER 27 IND 24 COMPET 43 MI 69 ECOFIN 65
TRANS 31 AGRI 35 - COM(2014) 15 final+ REV 1 (en) + REV 2 (pl)

Subject: Communication from the Commission on "A policy framework for climate and
energy in the period from 2020 to 2030"
- Policy debate
= Delegations' replies

Delegations will find in the Annex the contributions received from FR and SK regarding the policy debate on the abovementioned proposal in the Council (Environment) on 12 June 2014.

FRANCE**Pour une Europe de l'Energie durable à l'horizon 2030****Propositions pour un accord****Non papier FR**

L'Europe doit se doter d'une véritable politique énergétique à l'horizon 2030, basée sur les trois piliers fondamentaux que sont la lutte contre le changement climatique, la compétitivité et la sécurité énergétique. Les Européens doivent sans plus attendre agir ensemble pour rester à la pointe de la transition énergétique mondiale vers un monde décarboné et sécuriser leurs approvisionnements. L'Union européenne est essentielle pour soutenir des projets énergétiques qui reflètent leur ambition environnementale et leur leadership industriel et technologique, comme pour renforcer l'indépendance du continent. Son action devra se développer sans être intrusive dans le choix du bouquet énergétique des Etats membres, mais en accompagnant les initiatives locales.

**L'EUROPE DOIT RESTER A LA POINTE DE LA TRANSITION ENERGETIQUE
MONDIALE****SE FIXER DES OBJECTIFS A LA HAUTEUR DE NOS ENJEUX**

1/ En se dotant d'un nouvel objectif de réduction de 40% de ses émissions, cohérent avec la feuille route pour une économie bas carbone, l'Europe doit afficher clairement qu'elle se situe sur la trajectoire d'une nouvelle économie, qui permette de développer les savoirs faire et les emplois de demain, les innovations technologiques et les filières industrielles qui lui assureront une place de leader de la transition énergétique,

Il est également nécessaire de réformer rapidement le système européen d'échange de quotas pour le rendre plus efficace dans son rôle d'incitation à investir dans les technologies bas carbone, notamment en le rendant plus réactif, avec une gestion plus dynamique de l'offre de quotas sur la base de la proposition de la Commission.

2/ Les énergies renouvelables constituent une formidable ressource énergétique locale, qui permet de réduire notre dépendance extérieure, tout en réduisant nos émissions de gaz à effet de serre. La proposition de la Commission de fixer un objectif européen d'au moins 27% d'énergies renouvelables dans sa consommation énergétique d'ici 2030 doit être saluée à cet égard.

3/ Une ambition commune en matière d'efficacité énergétique est également nécessaire : l'efficacité énergétique doit être la clé de voûte pour atteindre nos objectifs, tant en termes de climat que de sécurité énergétique et de compétitivité de nos économies. Nous invitons la Commission à : présenter dans les délais prévus son rapport sur l'efficacité énergétique dans l'Union et sur la mise en œuvre de la directive « efficacité énergétique » adoptée en 2012 compléter sa proposition pour un cadre énergie climat 2030 par une proposition européenne ambitieuse sur l'efficacité énergétique faire notamment des propositions en termes de financement de l'efficacité énergétique, dans tous les secteurs, en lien avec la BEI et les IFI intensifier et accélérer les mesures d'application des directives éco-conception et étiquetage énergétiques des produits, notamment en raison du développement massif des appareils électriques ces dernières années au sein des ménages accorder plus d'attention au secteur des transports, pour lequel des mesures complémentaires pourraient être envisagées.

Cette transition énergétique incontournable nous permettra de construire une Europe de l'énergie organisée autour de la réduction des émissions de gaz à effet de serre, du développement des énergies renouvelables et de la réduction des consommations énergétiques.

POUR UNE EUROPE DES PROJETS ENERGETIQUES PORTEURS D'INNOVATION, DE CROISSANCE ECONOMIQUE ET D'EMPLOI

1/ Des filières d'excellence dans les énergies renouvelables et bas carbone ainsi que dans l'efficacité énergétique, dans le cadre concret d'une Europe des projets

La poursuite de mécanismes de financement de grands démonstrateurs dans le secteur des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique dans l'industrie pourrait encourager le développement et la diffusion rapide des technologies du futur, dans la perspective d'un monde décarboné. Les efforts de structuration et soutien à la R et D, en particulier dans le cadre du Plan stratégique pour les technologies énergétiques (SET-PLAN) et du programme cadre de recherche et d'innovation HORIZON 2020 devraient être poursuivis et amplifiés. Les politiques de formation et leurs financements devront intégrer la transition énergétique à un haut niveau de priorité. L'Europe doit constituer des filières d'excellence dans les énergies renouvelables et bas carbone ainsi que dans l'efficacité énergétique. Il est essentiel qu'elle se mette en position de prendre le leadership industriel dans ces technologies de maîtrise de la consommation et des émissions, et de substitution aux combustibles fossiles, afin se placer rapidement sur le marché mondial de l'équipement énergétique bas carbone.

2/ Pour ce qui concerne les énergies renouvelables les plus développées, l'objectif doit être de se positionner sur de futures technologies de rupture, mais surtout de les industrialiser de manière compétitive sur le territoire européen pour exporter sur des marchés porteurs en croissance. Pour ce qui concerne les technologies plus émergentes, notamment celles liées à la gestion et l'optimisation du système énergétique de demain, il pourrait s'agir de mettre en œuvre des projets de démonstration d'envergure européenne à forte intensité à capital. Il s'agit de positionner l'UE sur des filières stratégiques pouvant résister à la concurrence hors UE et gagner des parts de marché dans les économies à forte croissance.

3/ Il sera nécessaire de soutenir l'action des villes et régions dans ces domaines ainsi que dans la production et la distribution d'énergies renouvelables pour favoriser des projets concrets qui incarnent l'ambition climatique de l'Europe visant à améliorer l'efficacité énergétique et la gestion intelligente de l'énergie dans les infrastructures publiques, dont les bâtiments publics, le secteur du logement, le secteur des transports en soutenant le développement de nouvelles technologies et en faisant la promotion de la mobilité urbaine multimodale durable et la promotion des systèmes d'énergie intelligents.

4/ Il sera également important de **renforcer les réseaux énergétiques que ce soit électriques ou gaziers**, afin de fluidifier le marché intérieur. C'est essentiel pour une meilleure intégration des renouvelables électriques ; c'est également nécessaire pour la sécurité énergétique, notamment pour permettre aux pays dépendants d'un fournisseur unique de gaz de diversifier leurs approvisionnements.

5/ Mobiliser les financements nécessaires

Pour la période 2020-2030 il sera nécessaire de revoir et valoriser l'ensemble des sources communautaires de financement - et le cas échéant d'en créer de nouvelles - afin de mobiliser les financements publics et privés à hauteur du défi que nous nous assignons. La Commission pourrait préciser comment les différentes sources de financement peuvent être combinées au service des grands démonstrateurs en énergie (Horizon 2020 / fonds structurels / instruments financiers ; recours au statut de projet important d'intérêt commun européen permettant un financement public plus important que dans l'encadrement général des aides d'Etat.

La Commission devra expliciter la manière dont l'actuelle programmation financière pourrait permettre de répondre à ces besoins et les résultats quantifiés attendus et faire des propositions d'augmentation de l'ambition climatique autour de ces priorités pour la programmation post 2020.

LES CONDITIONS D'UN ACCORD JUSTE ET EFFICACE ; PRINCIPE D'EQUITE ET IMPERATIF DE COMPETITIVITE

LE PARTAGE DE L'EFFORT DOIT OBEIR A DES PRINCIPES D'EFFICACITE ET D'EQUITE

Les principaux éléments d'un accord sont :

1/ Un objectif de réduction domestique des émissions de -40% en 2030 par rapport au niveau de 1990.

Il permet de donner un signal à long terme aux acteurs de l'énergie et aux investisseurs pour engager pleinement la transition énergétique européenne. Il crédibilise de plus l'engagement européen dans la lutte contre le changement climatique, dans la perspective de l'accord international prévu en 2015 (COP 21).

2/ Un objectif de 27% de renouvelable, au niveau de l'Union européenne. De même, le développement de la chaleur renouvelable, du biogaz et des autres carburants liquides et gazeux renouvelables est une opportunité à saisir dès maintenant, et qui peut significativement contribuer à notre sécurité d'approvisionnement, notamment gazière.

3/ Un partage de l'effort réalisé dans un souci d'efficacité et d'équité

L'objectif de réduction de 40% des émissions de gaz à effet de serre proposé par la Commission est ventilé entre deux segments : les secteurs dits « ETS » qui sont couverts par le système communautaire d'échange de quotas carbone (EU ETS), et le segment « hors ETS ».

La répartition coût optimale de l'effort entre ces secteurs est, d'après les calculs de la Commission, une réduction de 43% entre 2005 et 2030 pour les segments ETS et 30% entre 2005 et 2030 pour le segment hors ETS.

La décision ne doit pas s'éloigner de ce partage, sous peine d'un coût collectif supplémentaire important que l'Europe ne peut pas se permettre. Comme l'indiquent les analyses de la Commission, cette répartition correspond au juste partage entre, d'une part, les efforts d'investissements des entreprises dans la transition énergétique et, d'autre part, le soutien par les politiques publiques.

Sur le segment hors ETS, deux critères pourraient s'appliquer à la répartition initiale des quotas :

Le critère PIB/habitant présente l'intérêt de mieux intégrer les capacités économiques des Etats membres à réduire leurs émissions ;

La participation de chacun à l'effort collectif de réduction de l'UE avec, a minima, un objectif de stabilisation de ses émissions.

Ces deux critères doivent prévaloir dans la définition des règles de répartition de l'effort et des éventuels ajustements associés, susceptibles d'être définis au regard de situations particulières. Les émissions liées à l'agriculture devront être prises en compte avec attention.

4/ Un accord de principe sur l'usage de mécanismes de « flexibilité » simples à mettre en œuvre

Toute répartition de l'objectif qui ne serait pas coût-optimale doit être accompagnée de flexibilités qui permettent de revenir à une réalisation qui soit, elle, coût-optimale. Ainsi, on atteindra des objectifs également vertueux :

la solidarité et l'équité avec une répartition des efforts en fonction des capacités contributives ;
l'efficacité économique collective avec une réalisation de l'objectif au moindre coût collectif, un système réforme d'échange de quotas jouant un rôle capital à cet égard.

Pour cela, plusieurs dispositions sont nécessaires, notamment :

La mise en œuvre d'un mécanisme de projets domestiques du type de l'article 24bis de la directive ETS existante est souhaitable. La plupart des systèmes d'échange de quotas existants ou prévus mettent en œuvre des mécanismes de projets domestiques, qui permettent, quand c'est l'intérêt collectif, de faire financer par les entreprises des réductions dans les autres secteurs ;

L'échange de quotas entre Etats Membres sur la partie hors EU ETS (déjà prévu actuellement mais qui devrait être peu mis en œuvre) pourrait permettre des projets de coopération entre Etats.

Il sera important de bien contrôler les effets de ces flexibilités sur le fonctionnement du dispositif général (et notamment sur l'EU ETS) et de s'assurer du caractère opérationnel de ces mécanismes afin qu'ils puissent être facilement mobilisés par les Etats qui le souhaitent.

5/ Une part des revenus des enchères carbone qui reviendrait aux Etats membres à plus faibles revenus

Les dispositions actuelles de l'article 10 de la directive EU ETS prévoient que 12% de l'enveloppe totale de quotas puissent être distribués aux Etats membres ayant connu une réduction importante de leurs émissions, ou dont les revenus sont plus faibles. Un tel mécanisme de solidarité pourrait être reconduit ou/et renforcé en vue de faciliter un financement de la transition énergétique par les Etats membres où les besoins sont les plus importants et les ressources plus limitées.

LA COMPETITIVITE DES SECTEURS PRODUCTIFS EUROPEENS DOIT ETRE UNE PRIORITE

1/ Ce cadre ne doit pas porter préjudice à la compétitivité des secteurs productifs européens. Ainsi, une réflexion approfondie sur un dispositif complet de prévention des fuites de carbone incluant la poursuite de l'allocation de quotas gratuits pour les industries les plus exposées à la concurrence internationale

Cette réflexion devrait être conduite en prenant en compte deux paramètres :

- la nécessité de faire bénéficier d'une allocation gratuite, à hauteur de 100 % des meilleures technologies disponibles, les secteurs réellement exposés à la concurrence internationale dans un contexte où l'enveloppe de quotas à allouer gratuitement diminue ;
- l'adaptation de cette allocation en fonction de l'activité pour éviter les effets d'aubaine tout en soutenant la croissance durable de l'industrie sur le territoire européen.

Dans le cadre de cette réflexion il pourrait être envisagé de mettre en place des mesures visant à assurer un traitement équivalent des productions européennes et des importations en provenance de pays tiers au regard de leur contenu en carbone, dans un premier temps sur un secteur pilote comme le ciment.

Pour ce qui concerne les coûts indirects (renchérissement de l'électricité consommée) pour les secteurs les plus exposés, les mesures à mettre en place devront soutenir l'activité et les investissements sobres en carbone des activités productives sur le territoire de l'Union européenne sans entraîner de distorsion de concurrence au sein du marché de l'Union européenne.

Enfin l'impact des réductions d'émissions sur l'agriculture devra être évaluée avec attention.

2/ Le développement de mécanismes financiers communautaires pour l'efficacité énergétique dans l'industrie européenne

L'extension de mécanismes pour co-financer des projets de technologies bas carbone dans l'industrie et dans les renouvelables (type « NER 300 ») mérite à cet égard d'être considérée.

3/ Par ailleurs, le maintien de la possibilité d'allouer des quotas gratuits au secteur électrique pourrait être envisagé dans le cadre d'un accord d'ensemble. Un bilan de l'article 10c de la directive doit être établi, sur la base duquel seraient proposées des pistes d'amélioration en vue de rendre le dispositif plus efficace en termes de disponibilité et de gestion des financements. En tout état de cause, les quotas alloués devraient continuer à être prélevés sur le volume propre à mettre aux enchères des Etats membres concernés, et l'incitation en vue de la diminution des émissions du secteur de l'électricité devrait être conservée.

Courtesy Translation:

Towards a sustainable energy system for Europe by 2030

Proposals for agreement

Non-paper FR

Europe must arm itself with a proper energy policy by 2030, based on the three fundamental pillars, which are the fight against climate change, competitiveness and energy security. Europeans must act together now to remain at the cutting-edge of the global energy transition towards a world without carbon and secure their supplies. The European Union is essential in order to support energy projects which reflect their environmental ambition and industrial and technological leadership, and to reinforce the continent's independence. Its action must develop without being intrusive in terms of Member States' choice of energy mix, but it must be supportive of local initiatives.

EUROPE MUST REMAIN AT THE CUTTING EDGE OF THE GLOBAL ENERGY TRANSITION

SET TARGETS IN LINE WITH THE STAKES AT HAND

1/ By setting a new target to reduce greenhouse gases by 40%, in line with the roadmap for a low-carbon economy, Europe must clearly show that it is on track to a new economy, which will allow it to develop tomorrow's expertise and employment as well as the technological innovations and industrial sectors which will ensure its leadership position in energy transition.

It is also necessary to rapidly reform the European Emissions Trading System to make it more effective in its role to promote investment in low-carbon technologies, in particular by making it more responsive, with a more dynamic way of managing the supply of allowances based on the Commission's proposal.

2/ Renewable energies are a formidable local energy resource, allowing us to reduce our dependence on countries outside the Union and at the same time reducing our greenhouse gas emissions. The Commission's proposal to increase the share of renewable energy to at least 27% of the EU's energy consumption by 2030 must be commended.

3/ A shared ambition for energy efficiency is also necessary: energy efficiency must be the keystone to reach our targets, regarding climate, energy security and the competitiveness of our economies. We invite the Commission to:

present, within the agreed time-frame, its report on energy efficiency in the Union and on implementation of the "energy efficiency" directive adopted in 2012;

complete its proposal for a 2030 policy framework for climate and energy with an ambitious European proposal for energy efficiency;

make proposals for funding energy efficiency, in all sectors, in conjunction with the EIB and the IFIs;

step up and accelerate measures to apply eco-design and energy labelling directives, so as to respond to the mass development of household electrical appliances in recent years;

grant more attention to the transport sector, for which additional measures could be envisaged.

This essential energy transition will allow us to build a European energy policy focused on reducing greenhouse gas emissions, developing renewable energies and reducing energy consumption.

PROMOTE ENERGY PROJECTS IN THE EU THAT ENCOURAGE INNOVATION,
ECONOMIC GROWTH AND EMPLOYMENT

1/ Sectors of excellence in renewable and low-carbon energies, as well as in energy efficiency, within the concrete framework of a project-focused Europe

Continuation of the funding mechanisms of large-scale players in the renewable energy sector and energy efficiency in industry could encourage the development and rapid dissemination of future technologies, with a view to a carbon-free world. R&D structuring and support efforts, in particular within the framework of the European Strategic Energy Technology Plan (SET-PLAN) and the EU Framework Programme for Research and Innovation Horizon 2020, should be continued and amplified. Energy transition should be a high priority in training policies, along with their financing. Europe must build sectors of excellence in renewable and low-carbon energies, as well as in energy efficiency. It is essential for Europe to become an industrial leader in these technologies aimed at controlling consumption and emissions and at replacing fossil fuels, in order to rapidly position itself on the global low-carbon energy equipment market.

2/ Concerning the most well-developed renewable energies, the target must be to take a stand on future ground-breaking technologies, but above all to industrialise them competitively on the European territory to make them available for export towards growing markets.

Concerning emerging technologies, notably those related to managing and optimising tomorrow's energy system, capital-intensive demonstration projects could be implemented Europe-wide. The purpose is to position the EU on strategic sectors that are able to resist competition from outside the EU and to gain market share in high-growth economies.

3/ It will be necessary to support the actions of towns and regions in these areas and in the production and distribution of renewable energies to encourage concrete projects which embody Europe's ambition regarding climate change. These projects should aim to improve energy efficiency and intelligent energy management, including public construction, the housing sector and the transport sector by supporting development of new technologies and promoting sustainable, multi-modal urban mobility and intelligent energy systems.

4/ **It will also be important to reinforce energy networks – electric and gas** –to streamline the domestic market. This is essential for better integration of renewable electrical energy; it is also necessary for energy security, notably to allow countries which depend on a single supplier of gas to diversify their supplies.

5/ Secure the necessary funding

For the 2020-2030 period, it will be necessary to review and value all community funding sources, and if necessary create new ones, in order to secure public and private funding in line with the challenge we set ourselves. The Commission could clarify how different financing sources can be combined to finance large-scale energy demonstration projects (Horizon 2020 / structural funds / financial instruments; designation of European energy projects of common interest which allows for more public financing than under general State aid rules).

The Commission would be asked to explain how these requirements could be met under the current financial framework, provide the quantified expected results, and make proposals to increase the ambition for the climate based on these priorities for the post-2020 financial framework.

THE CONDITIONS FOR A FAIR AND EFFICIENT AGREEMENT: FAIRNESS AND COMPETITIVENESS

EFFORT SHARING MUST BE GUIDED BY PRINCIPLES OF EFFICIENCY AND FAIRNESS

The main elements of an agreement are:

1/ A target to reduce domestic emissions by 40% in 2030 in relation to the 1990 level.

This gives a long-term signal to energy players and investors to fully address the European energy transition. It adds further credibility to the European commitment to the fight against climate change, with the view to an international agreement in 2015 (COP 21).

2/ A target to reach a 27% share of renewable energy in the European Union.

The development of renewable heat, biogas and other renewable fluid and gaseous fuels, is an opportunity to be seized right now, as it could make a significant contribution to our security of supply, notably gas.

3/ Effort sharing with efficiency and fairness

The target put forward by the Commission to reduce greenhouse gases by 40% is broken down into two segments: "ETS" sectors, which are covered by the European Trading Scheme (EU ETS) and "non ETS" sectors.

The optimal distribution of the cost of effort between these sectors is, according to the Commission's calculations, a 43% reduction between 2005 and 2030 for ETS sectors, and a 30% reduction between 2005 and 2030 for non-ETS sectors.

Any decision that did not follow this effort sharing proposal would incur high additional collective costs, which Europe cannot afford. As the European Commission's analysis indicates, this distribution corresponds to the fair effort sharing between business investments efforts in the energy transition on the one hand and support from public policies on the other. In the non ETS sectors, two criteria could apply for the initial distribution of allowances: The GDP/capita criterion has the advantage of better integrating the economic capacities of Member States to reduce their emissions ; Each Member State should participate in the EU's joint effort to reduce greenhouse gases, with a minimum objective of stabilising its emissions.

These two principles must prevail when defining the rules for initial effort sharing and any associated adjustments which may be defined in relation to particular situations.

4/ An agreement in principle on the use of simple "flexibility" mechanisms to be implemented

Any distribution of the target that would not optimise costs must be accompanied with flexible measures that would allow its implementation to be cost optimal. In this way, virtuous targets would also be met:

solidarity and fairness with an initial distribution of efforts in line with contribution capacities;

collective economic efficiency with the target being met at the least collective cost, with a reform of the emissions trading system playing a key role in this.

To do this, several provisions are necessary, in particular:

Implementation of a domestic project mechanism, similar to that in article 24b of the existing directive, is desirable. Most existing or planned emissions trading systems (California, Japan, New Zealand, Kazakhstan) implement domestic project mechanisms which allow, when the benefit is collective, reductions in other sectors to be financed by the companies;

The exchange of allowances between Member States for the non-EU ETS sectors (a current possibility, but very little used) could allow for projects between Member States.

It will be important to monitor correctly the effects of these flexibilities on the functioning of the overall system (and especially on the EU ETS) and to make sure that these mechanisms are fully operational, so that they can be readily used by Member States.

5/ A share of revenues from carbon trading would be allocated to Member States with lower revenues

Current stipulations of article 10 of the EU ETS directive state that 12% of the total sum of allowances may be distributed to Member States which have managed to reduce their emissions significantly, or which have lower revenues. This solidarity mechanism could be renewed or/and reinforced to facilitate funding of the energy transition by the Member States where needs are greatest and resources more limited.

COMPETITIVENESS OF THE EUROPEAN PRODUCTIVE SECTORS MUST BE A PRIORITY

1/ This framework must not have adverse impacts on European productive sector competitiveness. Thus, in-depth reflection is needed on a full carbon leakage prevention scheme, including continued allocation of free quota for industries most exposed to international competition

This thinking must take into account 2 factors:

It is necessary to give exposed sectors a free allocation, the amount of which should equal 100% of the emissions from best available technologies, in a context where the total amount of allowances to be allocated free of charge is reducing;

This allocation must be adjusted depending on activity in order to avoid windfall effects, while supporting the sustainable growth of industry on European territory. Measures could be envisaged to ensure equal treatment of European productions and imports from third-party countries depending on their carbon content, initially in a pilot sector such as cement.

Concerning indirect costs (higher cost of electricity consumed) for the most exposed sectors, the measures to be put in place would support low-carbon investments of productive activities on EU territory, without causing any distortion in competition within the European Union market.

Finally, the impacts of emission reductions on agriculture will have to be carefully assessed.

2/ Development of EU financial mechanisms for energy efficiency in European industry

The extension of mechanisms to co-finance projects for low-carbon technologies in industry and in renewables (such as "NER 300") deserves consideration in this regard.

3/ In addition, keeping the possibility of allocating free allowances to the electrical sector should be envisaged within a global package.

A review of article 10c of the directive must be established, to see how the system could be made more efficient in terms of availability and management of finances. In any case, allocated allowances should continue to be taken out of the volume to be auctioned by Member States concerned, and the incentive to reduce emissions in the electricity sector should be kept.

SLOVAKIA

In Slovakia the largest source of greenhouse gas emissions is the energy and heating sector (namely combustion and transformation of fossil fuels), iron and steel production in the EU ETS, as well as combustion in other sectors, such as the housing and communal sector, trade and services, individual heating and domestic hot water preparation followed by industrial processes, transport, agriculture and waste sector. Regarding the change since 1990, emissions increased the most in the transport sector (from 9% to 15,4%).

With respect to dynamic economic growth, the biggest challenges are the transport sector and local heating, where the long term low carbon regulatory framework is absent.

In order to have better targeted instruments and policies they must be based on the historical structure of GDP and adequately take into account the share of energy-intensive industry on GDP and the proportion of carbon-intensive industries in the industrial mix adjustment path targets for individual Member States. We should also consider the possibility of greater flexibility between ETS and non-ETS, the possibility of free transfer of assigned units in sectors outside the EU ETS for meeting targets beyond 2020, due to the fact that the use of auctions or transfers may be for Slovakia in terms of volume and administrative burden inefficient.

The burden sharing for 2030 has to take into account economic potential measured through GDP p.c. and reductions already achieved in order to ensure continuity for further greenhouse gas reductions.

As a risk we consider the stability of the ETS and it generated savings, long-term incentives and funding. Slovakia supported from the beginning reform steps to create price incentives for low-carbon and climate resilient investments, for example temporary withdrawal of the amount of allowances for auction and market stability reserve. Meeting ambitious targets will significantly influence the development of international negotiations and more rigorous methodology for determining the extent of "carbon leakage" whereas the current system of free allocation is not working properly.

With respect to the estimated volume of investment we consider as a necessary condition a fair and solidary distribution of efforts in the ETS and non-ETS,, the stability of the ETS, long-term incentives and new funding available for businesses in less prosperous countries.

Robust legislative framework is needed while securing conditions for preserving the conditions of the fair redistribution and taking into account the reduction efforts already undertaken in the EU ETS. Also preserving the principle of the redistribution key as set for 2020 i.e. 88:10:2 for allowances to be auctioned provided that 2% shall be distributed among countries, which in 2012 amounted to reduce emissions by 30 percent or more compared to 1990. Furthermore, framework shall create a new, additional Solidarity and Competitiveness Fund (SOLCOMP) as a supplementary and effective tool to leverage low carbon investments and support climate resilient economic growth. The overall costs for less prosperous MSs are much higher as is the rate of industrial share on GDP compared to the EU average. We are also supportive of extended NER 300 for industrial innovation which is missing in the current setting (now only innovative renewables and carbon capture and storage).

- Solidarity and Competitiveness Fund “SOLCOMP” is:
 - additional innovative financial instrument for ETS companies (especially energy intensive installations) from less prosperous EU MSs with high industry share on GDP;
 - new resources from monetization of X mil. EUAs derived from the total EU cap (the same principle as NER300) assisting less prosperous and high industry share/GDP EU MSs;
 - is created on top of existing redistribution key for allowances to be auctioned (principle 88-10-2) provided that 2% early efforts is a qualifier for those MS whose emissions were 30% below base line in 2012

Framework must secure a fair distribution of the reduction effort for non-ETS on the basis of at least two criteria, namely GDP per capita and change in emission intensity over the period 2005-2012. The weighting of these criteria or their extension should be a subject to further technical discussions. In our view, just a change in emission intensity for the period is an example of a fair and transparent criteria since it does not prescribe the same structure of GDP, the same proportion of the industry, but on the contrary, it indicated about what we have already done in real terms towards the achievement of the environmental objectives. At the same time, this criterion is transparent and difficult to dispute, since it is based on robust and verifiable data from international databases. Moreover, it is a dynamic criterion for objective setting and control of the position of the country in meeting the environmental objective and at the same time it can create a positive dynamic in international negotiations.
